

Conseil Départemental du 25/02/2016

Question d'actualité de Jean PICART et Marie-Astrid STRAUSS

sur la crise agricole.

La crise agricole est extrêmement grave. Les cris de détresse expriment les difficultés auxquelles nos agriculteurs sont confrontés. La solution ? N'y aurait-il que la seule question de la compétitivité ? Nous ne le pensons pas.

L'agriculture est confrontée à une guerre économique voulue par les tenants du libéralisme et de la libre concurrence, qui sacrifie des milliers d'exploitations familiales à travers toute l'Europe.

C'est donc, pour nous, une erreur de croire que la course à la compétitivité et donc à une concurrence toujours plus féroce et moins disante, puisse apporter une réponse durable à la crise. Cela n'aboutira qu'à une fuite avant continuelle qui ne résoudra pas fondamentalement le problème.

Notre agriculture est porteuse de missions qui ne sont pas compatibles avec une économie de marché mondialisé où la concurrence est libre et non faussée.

Le diagnostic est connu, démantèlement des outils de régulation depuis la loi dite de Modernisation Economique adoptée en 2008, libéralisation des marchés, dumping social, concentration de l'agriculture au profit des géants de l'agro-alimentaire et de la grande distribution.

Faute d'aborder le sujet des prix agricoles rémunérateurs, comme celui des travailleurs détachés, les mesures gouvernementales de l'été dernier, n'ont fondamentalement rien réglé.

L'Etat devrait légiférer sur la réduction des marges et pratiques abusives dans la grande distribution.

Les prix agricoles doivent faire l'objet de négociations annuelles grâce à des conférences sur les prix.

L'indication d'origine des produits agricoles, transformés ou non, doit être appliquée.

L'Europe doit se doter d'outils de gestion, réaffirmer le besoin de planification, (stocks et sécurité alimentaire compte tenu des crises climatiques) mettre en place des prix indicatifs.

Il nous faut obtenir du Conseil Européen et de la commission, une exemption des règles de la libre concurrence pour les produits agricoles afin de pouvoir réguler les prix. Il nous faut en outre faire échec au projet de traité transatlantique négocié en secret entre l'Europe et les Etats-Unis.

C'est pourquoi, nous souhaitons vivement une intervention unanime du Conseil Départemental en direction du gouvernement.

Jean PICART

Marie-Astrid STRAUSS